

RÉPONSE DU GROUPE FRANCE TÉLÉCOM - ORANGE À LA CONSULTATION
PUBLIQUE DE L'ARCEP RELATIVE AUX CONDITIONS D'UTILISATION DES
FRÉQUENCES POUR LES SERVICES DE COMMUNICATIONS MOBILES À BORD
DES NAVIRES DANS LES EAUX TERRITORIALES FRANÇAISES

23 SEPTEMBRE 2011

VERSION PUBLIQUE



Réponse de France Télécom-Orange – Consultation publique relative aux conditions
d'utilisation des fréquences pour les services de communications mobiles à bord des
navires naviguant dans les eaux territoriales françaises – 23 septembre 2011

Version publique



Sommaire

I	Préambule.....	3
II	Question 1.....	5
III	Question 2.....	6



[NB : Dans la suite du document, Orange désigne le Groupe France Télécom – Orange]

I Préambule

Orange se félicite de l'opportunité de pouvoir exprimer ses positions sur les différentes thématiques soulevées par l'Autorité dans sa consultation relative aux conditions d'utilisation des fréquences dans les bandes 900 MHz et 1800 MHz pour les systèmes fournissant des services de communications mobiles à bord des navires dans les eaux territoriales.

Le projet de décision, objet de la présente consultation publique, s'inscrit dans un objectif d'harmonisation au plan européen, ce qui favorise la définition de règles communes applicables dans tous les Etats membres de l'Union Européenne, et bien évidemment dans ceux disposant d'une extension maritime de leur territoire au travers de leurs eaux territoriales.

Toutefois, le souci d'harmonisation européenne des conditions techniques d'utilisation des fréquences dans les bandes 900 MHz et 1800 MHz ne doit pas interférer et encore moins occulter le cadre légal et réglementaire du pays devant transposer le texte de la Décision de la Commission 2010/166/UE. Il doit tenir compte en effet des conditions et des procédures nationales d'attribution des autorisations relatives à l'utilisation du spectre radioélectrique pour assurer la faisabilité de l'application de ces règles complémentaires. Ceci est d'autant plus nécessaire, que l'Autorité, affectataire de ces fréquences, est elle-même garante du bon usage du spectre radioélectrique en France.

La procédure nationale permet à l'Autorité d'autoriser un opérateur à utiliser des fréquences clairement identifiées qui lui sont expressément et uniquement attribuées, sauf disposition contraire inscrite dans la décision d'autorisation. Les décisions d'autorisation individuelle attribuées à Orange¹ dans les bandes 900 et 1800 MHz ne comportent pas de restrictions particulières.

Par ailleurs, le périmètre des eaux territoriales est inclus dans le périmètre de l'autorisation individuelle de chaque opérateur mobile. Les fréquences qui y sont utilisées ne peuvent par conséquent qu'être celles attribuées à Orange (et plus généralement à l'un des opérateurs mobiles français bénéficiant également d'autorisations individuelles).

Le présent projet de décision prévoit, quant à lui, que les opérateurs MCV² pourront, sous couvert d'une autorisation générale obtenue via une déclaration simple dans l'un des Etats membres de l'Union Européenne, émettre dans les eaux territoriales nationales, plus précisément entre 2 et 12 milles marins des côtes, les équipements devant être désactivés à l'approche des ports.

Orange comprend tout à fait l'utilité de cette réglementation européenne pour les pays dont les autorisations mobiles ne couvrent pas les eaux territoriales. Dans le cas de la France, le projet de décision soulève deux problématiques qu'Orange souhaite souligner :

¹ Par Orange, nous désignons ici toutes les sociétés du Groupe France Télécom – Orange ayant des activités d'opérateurs mobiles, principalement Orange France SA, Orange Caraïbe et Orange Réunion.

² Par opérateur MCV, on désigne toute entreprise offrant des services de communications électroniques à bord d'un navire, permettant ainsi aux personnes à bord du navire de communiquer en utilisant des réseaux publics de communications à l'aide d'un système GSM, sans établir de connexion directe avec des réseaux mobiles terrestres.



– La première tient au fait que les fréquences attribuées à un opérateur ne peuvent a priori pas être utilisées par un autre opérateur sur le territoire français (déclaré auprès de l'Autorité ou bénéficiant d'une autorisation générale au sein de l'Union du fait d'une déclaration dans un autre Etat membre).

– La seconde vient de la couverture effective par Orange des eaux territoriales françaises, comme les autorisations individuelles d'utiliser les fréquences GSM le permettent ; ainsi, Orange a élaboré une stratégie commerciale mise en œuvre depuis plusieurs années et qui vise à assurer une couverture territoriale optimale à ses clients leur permettant ainsi de communiquer dans les eaux territoriales dans les mêmes conditions qu'à terre.

Dès lors, toute utilisation de ces fréquences par un opérateur MCV dans la zone comprise entre 2 et 12 milles marins serait clairement contraire aux autorisations individuelles d'Orange (au sens Orange France SA, Orange Caraïbe ou Orange Réunion).

C'est pourquoi Orange considère que, pour se conformer aux règles sectorielles européennes fondamentales que constituent les principe de déclaration préalable d'un opérateur (article L33-1) et d'autorisation individuelle d'utilisation de fréquences aux fins d'établissement et d'exploitation d'un réseau mobile, l'Autorité doit préciser dans l'article 1 de son projet de décision que les opérateurs MCV peuvent émettre dans les eaux territoriales françaises **dès lors qu'aucun opérateur mobile terrestre ne couvre déjà cette zone.**

Cette précision est conforme à la Décision 2010/166/UE du 19 mars 2010 de la Commission européenne qui prévoit dans son considérant (2) que :

« les systèmes fournissant des communications mobiles à bord des navires (ci-après les « services MCV ») visent à **compléter la connectivité mobile** existant entre les parties des eaux territoriales d'un Etat membre de l'Union européenne, telles que définies dans la convention des Nations unies sur le droit de la mer, **qui ne sont pas couvertes par des réseaux mobiles terrestres** soumis à la décision de la Commission 2009/766/CE du 16 octobre 2009 (...) ».

De ce fait, il paraît tout à fait nécessaire pour les opérateurs mobiles français que soient bien respectées au plan réglementaire les conditions d'utilisation de fréquences ou d'équipements de communications électroniques installés à bord des navires. La transposition de la réglementation européenne, objet du projet de décision de l'Autorité, devrait y contribuer puisque tout opérateur MCV déclaré dans d'autres pays devra s'y conformer et tout Etat membre de l'Union européenne devra pouvoir l'appliquer.

Orange tient à souligner cet aspect positif de la réglementation européenne et du projet de décision qui devrait ainsi permettre d'éviter à l'avenir que puisse se reproduire la situation qui a conduit Orange par le passé à devoir arrêter la fourniture d'un service de téléphonie mobile GSM à ses clients sur la liaison continent-Corse par Corsica Ferries au motif que les bateaux transportant les passagers battaient pavillon italien³.

Enfin, en terme d'expérience clients, Orange a permis à ses clients de bénéficier de services sans couture, grâce à sa couverture étendue, offrant ainsi une facturation transparente avec un tarif de communication identique, que la communication soit passée sur la terre ferme ou dans les eaux territoriales françaises adjacentes.

Il convient donc que l'Autorité soit très vigilante quant à l'information qu'elle apportera aux consommateurs et utilisateurs finaux, le projet de décision ne devant pas porter le risque d'une dégradation possible des services mobiles au plan tarifaire.

³ Contentieux avec l'Etat italien sur l'utilisation de répéteurs à bord des bateaux de la société française Corsica Ferries. Ce litige avait à l'époque (2007) fait l'objet d'une information précise de l'ARCEP et de l'ANFR.



II Question 1

Quelle est votre vision du marché de la fourniture des services de communications mobiles à bord des navires dans les eaux territoriales de l'Union européenne ? Quels en sont les principaux acteurs ?

Le marché de la fourniture des services de communications mobiles à bord des navires est constitué principalement du marché des croisières maritimes, transatlantiques, Caraïbes, couvrant le bassin méditerranéen ou le Pacifique.

Dans l'état actuel du marché, Orange constate que ce marché est majoritairement adressé par des compagnies nord-américaines (principalement Etats-Unis) qui acheminent les communications via des systèmes satellitaires, ce qui en fait un service onéreux pour les clients. Ces acteurs sont à la fois présents dans les eaux internationales et dans les eaux territoriales de l'Union européenne.

Orange ne prévoit pas d'être opérateur MCV et privilégie, en dehors des eaux territoriales françaises, la conclusion d'accords d'itinérance avec des « opérateurs MCV » pour offrir des services de communication à ses clients en croisière loin des côtes françaises. A date, des accords d'itinérance entre Orange et des opérateurs de réseaux GSM via satellite ont été conclus avec les sociétés TIM Maritimes services, Maritime communications partners, AT&T (BMU01), Simmin OnWaves et Manx Maritime.

Dans les eaux territoriales françaises et un peu au-delà, soit près des côtes françaises métropolitaines et des zones portuaires (jusqu'à 30 km voire 120 km des côtes entre Corse et continent), Orange France offre une couverture GSM étendue, ce qui permet d'apporter une continuité de services aux clients Orange ainsi qu'aux clients étrangers en roaming sur le réseau Orange. Dans le cadre des départements ultramarins, citons notamment le cas d'Orange Caraïbe qui offre également une couverture GSM étendue dans les eaux territoriales françaises.

Ainsi, lorsqu'un navire rentre dans les eaux territoriales françaises, Orange privilégie un objectif de continuité de services y compris tarifaire. En effet, le passage des eaux internationales vers les eaux territoriales françaises constitue une étape sensible pour les clients d'Orange, et Orange considère qu'il est primordial en terme d'expérience client, d'éviter un effet « billshock » entre le maintien d'une tarification « maritime » sur le navire (de manière générale nettement plus élevée) et le passage à une tarification « terrestre » lorsqu'on approche des côtes françaises. Cet objectif est d'autant plus cohérent que le cabotage est fréquent une fois les côtes en vue et que les escales permettent aux utilisateurs d'utiliser les services de communications mobiles à terre. Il est donc primordial que les consommateurs puissent bénéficier de tarifs optimaux équivalents aux tarifs « terrestres » quand le navire pénètre dans les eaux territoriales françaises.

Le risque que le service soit fourni par un opérateur MCV à un tarif très supérieur au tarif terrestre de son opérateur domestique, provoquerait un « billshock » et entraînerait ainsi un fort mécontentement et une incompréhension de la part des consommateurs français qui sont habitués à communiquer dans les eaux territoriales françaises via leur réseau terrestre. Un « billshock » pourrait donc intervenir dès lors qu'il y aurait usage abusif de services MCV du fait d'une « cohabitation illégale » de systèmes « MCV » et de réseaux mobiles terrestres, alors que ces derniers doivent être prioritaires. Cette problématique ne peut être écartée et nécessite de décrire des règles et des modalités techniques opérationnelles bien adaptées



pour que de telles situations ne puissent se produire. Dans le cas contraire, il est indispensable que des recours puissent être également rapidement introduits par les opérateurs mobiles auprès des pouvoirs publics français pour arrêter les contrevenants.

En conséquence, l'information du consommateur constitue un préalable à l'ouverture de tels services MCV, les pouvoirs publics étant responsables de cette communication, indépendamment de la communication ciblée que pourraient opérer aussi bien les opérateurs mobiles terrestres que les opérateurs MCV auprès de leurs clients ou des utilisateurs en général. L'article (14) de la Recommandation de la Commission 2010/167/UE du 19 mars 2010 va d'ailleurs dans ce sens, puisqu'il précise que « *les Etats membres prennent les mesures appropriées pour veiller à ce que les consommateurs et les autres utilisateurs finaux soient dûment informés quant aux modalités et aux conditions d'utilisation des services MCV.* »

Orange souhaite que cet article (14) de la Recommandation 2010/167/UE du 19 mars 2010 soit intégré dans le projet de décision de l'Autorité.

Orange considère que l'Autorité doit analyser les impacts liés au risque de systèmes MCV restant actifs sur un navire, alors même qu'un réseau mobile terrestre couvrirait dans des conditions suffisantes d'émission et de réception, les eaux territoriales françaises. Pour Orange, les préjudices occasionnés aux utilisateurs (tant au plan du service qui peut devenir indisponible en cas de brouillages qu'au plan des tarifs, les tarifs MCV étant plus élevés que les tarifs de communications mobiles au sol) ainsi qu'aux opérateurs mobiles terrestres (brouillages potentiels ou réels) sont importants et ce risque est porteur d'une insécurité juridique qu'il convient de traiter dans le cadre du projet de décision.

III Question 2

Le projet de décision qui suit, en vue de la transposition au niveau national du dispositif communautaire précité, appelle-t-il des observations de votre part ?

Un cadre réglementaire dont il convient de supprimer toute ambiguïté ou tout risque d'interprétation ...

La question précédente a conduit d'ores et déjà Orange à mettre en évidence des risques d'interprétation des textes européens qu'il convient donc d'intégrer, lorsque leur apport est pertinent, dans le projet de la décision de l'Autorité.

Il est donc essentiel que soient bien précisés dans cette décision les conditions d'accès aux services MCV et le caractère prioritaire des réseaux mobiles terrestres dès lors qu'une couverture étendue est présente dans les eaux territoriales françaises :

1. Les services MCV et les services fournis par une couverture étendue des réseaux mobiles terrestres sont par principe exclusifs ; les services fournis par une couverture étendue des réseaux mobiles terrestres, disponibles sur un navire disposant de services MCV, sont prioritaires et seuls utilisables sur le navire ; les considérants (2) et (3) de la Décision de la Commission 2010/166/UE du 19 mars 2010,



sont à intégrer dans la décision de l'Autorité, de façon à clarifier les conditions d'usage des systèmes MCV ;

2. Le considérant (4) de la Décision de la Commission 2010/166/UE du 19 mars 2010 doit être rappelé et intégré explicitement dans la décision de l'Autorité, afin que les conditions techniques et opérationnelles soient effectivement mises en œuvre pour éviter que les systèmes MCV dans les bandes 900 et 1800 MHz dans les eaux territoriales françaises
- « n'occasionnent de brouillage préjudiciable au fonctionnement des réseaux mobiles terrestres existants (y compris dans les parties des eaux territoriales en question où lesdits réseaux fournissent des services) »* d'une part,
- et que *« les terminaux mobiles terrestres ne se connectent pas à ces systèmes lorsqu'ils sont utilisés dans les eaux territoriales et qu'aucun terminal mobile ne rencontre aucun obstacle pour se connecter à un réseau terrestre »* d'autre part,

(cf. études techniques décrites dans le rapport 28 de la CEPT du 1^{er} juillet 2009, remis à la Commission européenne sur les services MCV).

La référence aux seuls textes européens Décision 2010/166/UE et Recommandation 2010/167/UE du 19 mars 2010 ne suffit pas pour garantir les opérateurs GSM terrestres de toute interaction indésirable, non seulement au plan interférences, mais aussi au plan de la coexistence ou non des systèmes MCV et des réseaux GSM terrestres. En conséquence, Orange souhaite que toutes les conditions techniques d'accès aux services MCV ou d'arrêt de ces services soient précisées dans les articles du projet de décision de l'Autorité.

En effet, Orange tient à souligner que les problématiques de brouillages peuvent être multiples et concerner des acteurs et des services très variés, tels que le transfert de données (dont les échanges M2M qui se développent). Le moindre brouillage pourrait venir perturber la qualité de service, voire rendre totalement indisponibles ces services. Par ailleurs il faut également citer certaines administrations liées à l'activité maritime ou à la sécurité en mer qui ne doivent pas subir de brouillages dans l'exercice de leur fonction. Il est donc nécessaire que les services MCV qui seraient activés dans les eaux territoriales françaises ne puissent apporter de dysfonctionnements et perturber ainsi les services existants.

... et d'en préciser les modalités d'application pour sécuriser l'ensemble des acteurs

Le considérant (3) de la Décision de la Commission 2010/166/UE du 19 mars 2010 indique que *« l'harmonisation des règles d'utilisation du spectre radioélectrique dans l'Union européenne y facilitera le déploiement et l'adoption des services MCV, avec pour principaux objectifs de prévenir tout brouillage préjudiciable aux réseaux mobiles terrestres et d'écarter les risques de connexion à des systèmes fournissant des services MCV lorsqu'une connexion à un réseau mobile terrestre est possible. »*

Orange comprend par ce texte qu'il suffirait d'un seul réseau terrestre disponible à bord d'un navire dans les eaux territoriales françaises pour que le(s) service(s) maritime(s) MCV de ce navire soit coupé ou rendu inactif.

Orange souhaite que l'Autorité puisse confirmer ce point afin que toute interprétation erronée soit écartée. Dans tous les cas, Orange demande que si le réseau terrestre du client est disponible, alors aucun système MCV ne soit opérant dans les fréquences utilisées par l'opérateur mobile terrestre du client.

Orange propose qu'une règle claire soit explicitée dans la décision, les moyens à mettre en œuvre pour la respecter étant à la charge de l'opérateur MCV. Cette règle pourrait être formulée de la manière suivante :



Tout opérateur MCV est responsable de la désactivation de son service et doit prendre les dispositions nécessaires pour ne pas émettre dans les fréquences d'un opérateur mobile terrestre dont la couverture GSM étendue est présente sur le navire.

Dans l'exposé des motifs sur le dispositif communautaire, en partie 1 du projet de décision de l'Autorité, il est précisé que « *les systèmes fournissant des services MCV ne doivent pas être utilisés à une distance inférieure à deux milles marins de la ligne de base d'un Etat côtier. En outre, l'utilisation de ces systèmes dans les eaux territoriales situées entre deux et douze milles marins de la ligne de base est soumise au respect d'exigences techniques et opérationnelles prévues à l'annexe de la décision 2010/166/UE.* »

Les exigences de l'annexe citée conviennent à Orange mais il est par contre nécessaire de préciser les conditions de coupure d'un service MCV :

- dès lors que le navire est à une distance des côtes inférieure à deux milles marins,
- dès lors qu'un navire rentre dans les eaux territoriales françaises et que la couverture étendue d'un réseau GSM terrestre est présente.

Orange souhaite d'une part, que la règle proposée ci-dessus soit explicitement intégrée dans le projet de décision et d'autre part, qu'une information préalable des opérateurs maritimes fournissant des services MCV sur les zones déjà couvertes soit effectuée par les pouvoirs publics au minimum lors de la déclaration d'un tel opérateur MCV auprès de l'Etat membre concerné.

Par ailleurs, Orange s'interroge sur la possibilité éventuelle d'embarquer un mécanisme de « scan » pour aider au respect de la règle préconisée ci-dessus.

Par ailleurs, Orange souhaite que l'Autorité précise le processus qui devra être mis en place pour qu'une compagnie étrangère, qu'elle soit européenne ou non, se déclare effectivement auprès d'un Etat membre pour bénéficier de l'autorisation générale lui permettant de fournir des services MCV, conformément aux conditions techniques et d'utilisation du spectre radioélectrique.

Les conditions de coupure ou d'arrêt de services MCV, qui restent à préciser, ainsi que les processus de déclaration, montrent également le besoin des différents acteurs – les Autorités de régulation et les opérateurs mobiles GSM terrestres des Etats membres, les opérateurs MCV ayant une autorisation générale – de disposer d'un registre à l'échelle européenne (ce registre pouvant être constitué par l'agrégation des registres gérés localement par chaque Etat membre) donnant ainsi la visibilité des opérateurs MCV autorisés et d'aider notamment les opérateurs mobiles GSM terrestres à présenter un recours auprès des pouvoirs publics en cas de non respect des conditions techniques et d'utilisation du spectre.

Ainsi, la déclaration d'un opérateur MCV doit déclencher son enregistrement dans un registre des opérateurs MCV (ces informations doivent être accessibles aux pouvoirs publics et aux opérateurs mobiles terrestres), et doit explicitement engager l'opérateur MCV à respecter les paramètres techniques de l'Annexe à la Décision 2010/166/UE.



Orange souhaite que l'Autorité intègre une description dans les articles du projet de décision, d'une part des conditions de coupure, d'autre part des modalités de gestion des demandes d'autorisation générale d'utilisation de fréquences dans les bandes 900 et 1800 MHz pour la fourniture de services MCV et de leurs bénéficiaires.

Une gouvernance qui reste à définir pour garantir la viabilité et l'applicabilité de la décision ...

En conséquence, Orange considère également nécessaire que l'Autorité rappelle au travers d'un considérant dans son projet de décision, l'article 15 de la Recommandation 2010/167/UE du 19 mars 2010 qui souligne la responsabilité des pouvoirs publics de chaque Etat membre, ceux-ci devant « [...] contrôler l'utilisation du spectre radioélectrique pour la fourniture de services MCV, notamment en ce qui concerne les interférences nuisibles réelles ou potentielles, et communiquer leurs conclusions à la Commission afin de lui permettre, si nécessaire, de réexaminer la présente recommandation en temps utile ».

Orange comprend l'intérêt de communiquer à la Commission les conclusions des analyses par les pouvoirs publics d'un Etat membre mais souhaite que ce processus soit transparent vis-à-vis des opérateurs mobiles terrestres et que les conclusions de ces analyses leur soient donc également communiquées.

Orange souhaite également que l'Autorité rappelle dans sa décision, que s'appliquent vis-à-vis des opérateurs MCV les recours prévus au CPCE par les opérateurs mobiles terrestres pour non respect des droits et obligations réglementaires imposés au titre de l'usage du spectre.

Dans les textes de Décision et de Recommandation de la Commission du 19 mars 2010, Orange comprend donc qu'avec l'harmonisation du cadre européen pour la fourniture de services MCV, il suffit à un opérateur MCV de se déclarer et d'obtenir une autorisation générale ad hoc dans un seul des Etats membres ayant transposé les textes de la Commission, pour qu'il puisse opérer dans toutes les eaux territoriales de l'Union européenne.

Orange souhaite que l'Autorité confirme que la loi du pavillon ne s'applique pas dans les eaux territoriales européennes et ne conditionne pas les règles d'usage des fréquences, c'est-à-dire qu'un opérateur ne peut prétendre avoir le droit d'utiliser des fréquences dans les eaux territoriales d'un pays de l'UE (A) sous le motif que les autorisations d'utilisation de ces mêmes fréquences ont été délivrées par un pays de l'UE (B) dont le navire constituerait une extension.

Comme mentionné précédemment en fin du chapitre I de la réponse d'Orange, l'Etat italien a, par le passé, conduit Orange à mettre un terme au service qu'il rendait à ses clients au motif que des répéteurs amplifiant des signaux de BTS installées sur le territoire français de l'opérateur français, étaient installés à bord de bateaux de la compagnie Corsica Ferries battant pavillon italien. A cette occasion, l'Etat italien avait d'ailleurs fait dresser des constats d'huissiers tant dans le port de Gênes que dans le port de Toulon. Orange comprend donc que la réglementation européenne devrait permettre d'éviter que de telles situations se reproduisent. Pour appuyer cet apport de la réglementation européenne, Orange considère



qu'il serait très opportun voire nécessaire que l'Autorité précise dans la décision que l'application de la loi du pavillon dans les eaux territoriales françaises est exclue pour les services de communications mobiles.

Les principales conclusions d'Orange ...

Orange se félicite d'un cadre harmonisé européen pour coordonner la fourniture de services MCV, à condition que :

1. les droits délivrés aux opérateurs mobiles terrestres dans le cadre de leurs autorisations individuelles d'utilisation des fréquences dans les bandes 900 et 1800 MHz soient respectés sur toute leur durée de validité ;
2. les conditions techniques et d'usage du spectre radioélectrique pour la fourniture de services MCV soient décrites dans le projet de décision afin de rendre ce dispositif implémentable, aussi bien en terme technique qu'en terme de gouvernance et de recours ;
3. l'information auprès des consommateurs soit assurée par les pouvoirs publics, préalablement à toute fourniture de services MCV et indépendamment des communications commerciales qui pourront être faites par les opérateurs MCV.

Orange suggère que l'Autorité, en complément des articles du projet de décision, intègre dans sa rédaction certains articles ou considérants :

... afin de limiter le risque de « billshock » en référence à l'article (14) de la Recommandation de la Commission 2010/167/UE du 19 mars 2010 :

Orange propose d'introduire dans le texte précédant les articles, le considérant (X) : L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes informe les consommateurs et les utilisateurs finaux sur les modalités et les conditions d'utilisation des services MCV.

... afin de préciser que la fourniture de services MCV n'est pas disponible lorsqu'une couverture étendue GSM terrestre est accessible, en référence aux considérants (2), (3) et (4) de la Décision de la Commission 2010/166/UE du 19 mars 2010 :

Article (Y) : La connexion à un système fournissant des services MCV ne doit pas être possible dès lors qu'une connexion à un réseau mobile terrestre est disponible. Un système MCV, lorsqu'il est actif, ne doit pas occasionner de brouillage préjudiciable au fonctionnement des réseaux GSM terrestres. En conséquence, les terminaux mobiles terrestres ne peuvent se connecter à un système MCV lorsqu'il est utilisé dans les eaux territoriales françaises et aucun terminal mobile ne doit rencontrer d'obstacles pour se connecter à un réseau mobile terrestre.

Dans le cas contraire, le contrevenant fera l'objet d'un recours et la validité de son autorisation générale sera réexaminée par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.



... afin d'aider à la mise en place d'un processus de gouvernance en référence à l'article (15) de la Recommandation de la Commission 2010/167/UE du 19 mars 2010:

Considérant (Z): Les pouvoirs publics contrôlent l'utilisation du spectre radioélectrique pour la fourniture de services MCV, notamment en ce qui concerne les interférences nuisibles réelles ou potentielles. Les conclusions de ces contrôles sont communiquées aux opérateurs mobiles terrestres.

